



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

FAAE • NUMÉRO 003 • 1^{re} SESSION • 38^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le lundi 25 octobre 2004

—
Président

M. Bernard Patry

Toutes les publications parlementaires sont disponibles sur le
réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international

Le lundi 25 octobre 2004

• (1545)

[Traduction]

Le président (M. Bernard Patry (Pierrefonds—Dollard, Lib.)): Conformément au paragraphe 108(2) du *Règlement*, nous accueillons une délégation du Mexique.

Au nom de mes collègues, je précise que les deux chambres sont représentées ici cet après-midi. Nous avons des collègues de tous les partis de la Chambre des communes, et nous avons aussi le plaisir de compter parmi nous le sénateur Stollery, qui préside le Comité sénatorial des affaires étrangères. Nous avons aussi le sénateur Corbin et le sénateur Prud'homme, qui ont pendant longtemps présidé le Comité des affaires étrangères, à l'époque Trudeau.

Cet après-midi, nous avons le plaisir d'accueillir le sénateur Silvia Hernández Enríquez. Elle est membre du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) et présidente du Comité des affaires étrangères sur l'Amérique du Nord. Le sénateur Raymundo Cárdenas, du Parti de la révolution démocratique (PRD), est vice-président du conseil d'administration du Sénat. Le sénateur Lydia Madero García, du Parti de l'action nationale (PAN), est membre du Comité des affaires étrangères.

Au nom de mes collègues, j'aimerais souhaiter la bienvenue à nos distingués visiteurs de cet autre grand partenaire avec lequel nous partageons le continent nord-américain.

[Français]

Bienvenue à nos invités mexicains. *Bienvenidos a nuestros amigos mexicanos.*

[Traduction]

Comme vous, nous avons eu une élection depuis que notre comité s'est rendu dans votre pays en 2002 dans le cadre d'une vaste étude sur les relations que le Canada entretient en Amérique du Nord. Quelques nouveaux membres siègent autour de cette table, mais tous les membres de ce comité sont toujours vivement intéressés à développer et à resserrer les liens qui unissent le Canada et le Mexique. Nous voulons progresser dans les secteurs prioritaires du commerce et de la sécurité, mais aussi dans tous les autres domaines où nous partageons les mêmes intérêts et valeurs—la protection de l'environnement, le développement social, la promotion des droits de la personne et la gouvernance démocratique, tant dans notre hémisphère qu'à l'échelle planétaire.

[Français]

Le 60^e anniversaire des relations bilatérales entre nos deux pays constitue pour nous une occasion de réfléchir ensemble à ce que nous avons réalisé dans le passé et à ce que nous souhaitons réaliser dans l'avenir pour améliorer le sort de nos citoyens respectifs. Comment pouvons-nous le mieux profiter de l'intensification du commerce, établir des frontières intelligentes, trouver des façons de

permettre à nos sociétés de prospérer et apprendre à mieux nous connaître grâce à des échanges éducatifs et culturels?

Plusieurs d'entre nous se souviendront que nous avons eu l'honneur d'être reçus par de nombreux parlementaires mexicains à votre congrès, à Mexico, le 13 mars 2002. Ce fut une séance de travail très productive, qui avait été coprésidée par ma prédécesseure Jean Augustine et, de votre côté, par la sénatrice Silvia Hernández Enríquez, présidente de la Commission nord-américaine du Comité des relations étrangères de votre Sénat.

[Traduction]

Nous sommes donc très heureux de vous accueillir ici aujourd'hui. Ce fut non seulement la première séance conjointe des comités parlementaires des affaires étrangères du Canada et du Mexique, mais aussi une expérience extrêmement fructueuse, puisqu'elle a permis à notre comité de préparer un rapport final exhaustif intitulé *Partenaires en Amérique du Nord: Cultiver les relations du Canada avec les États-Unis et le Mexique*, qui a été publié en décembre 2002.

Dans notre rapport, nous avons insisté pour que le Canada s'attarde davantage à la dimension mexicaine du partenariat nord-américain et qu'il intensifie ses relations trilatérales, notamment à l'échelon parlementaire. C'était également la première fois qu'un rapport de cette importance était entièrement publié en espagnol en plus de l'être en anglais et en français. Je dois souligner ici que nos collègues du Comité sénatorial des affaires étrangères ont suivi notre exemple lorsqu'ils se sont penchés sur les relations de notre pays avec le Mexique et qu'ils ont publié un rapport intitulé *Mexique: L'autre partenaire au sein de l'ALENA*, en mars dernier.

[Français]

Dans le rapport de notre comité, nous reconnaissons qu'il était parfois difficile à nos deux pays d'oublier leurs préoccupations respectives à l'égard de leur voisin géant, mais je pense que nous commençons à apprécier la valeur de notre relation dans le contexte global de l'intensification de la coopération à l'échelle nord-américaine. Notre comité a ainsi recommandé l'élargissement de nos rapports avec le Mexique dans le cadre d'une stratégie de coopération prévoyante.

[Traduction]

Dans cet esprit, j'aimerais maintenant vous inviter à vous présenter et à nous donner le privilège d'entendre votre point de vue.

Madame Enríquez, s'il vous plaît.

La sénatrice Silvia Hernández Enríquez (présidente, Comité des affaires étrangères sur l'Amérique du Nord, Sénat du Mexique (interprétation)): Merci beaucoup, monsieur le président. Puisqu'il y a des services d'interprétation simultanée, il n'y a rien de tel pour un parlementaire que de s'exprimer dans sa langue maternelle. Ainsi, nous pouvons tous travailler notre espagnol ensemble.

Merci beaucoup de nous accueillir, monsieur Bernard Patry. Je remercie le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international.

Le président Fox a eu la générosité d'inviter une délégation de parlementaires à participer à sa visite d'État au Canada. Nous sommes des sénateurs du Mexique. Nous représentons les trois grands partis politiques de notre pays, et nous faisons tous trois partie du Comité des affaires étrangères du Sénat du Mexique. C'est un grand privilège pour nous d'être ici.

Je suis accompagnée par le vice-président du Sénat, le sénateur Raymundo Cárdenas Hernández. Nous avons aussi avec nous Lydia Madero Garcia, originaire du nord du pays et qui est une légiste bien connue. Elle est membre du Parti de l'action nationale, le PAN.

Pour ce qui est de la question que Bernard a soulevée au début de cette séance, je sais que nous profiterons tous de cette occasion de vous adresser la parole. Toutefois, au nom de mes collègues du Sénat et du Congrès du Mexique, j'aimerais vous exprimer mes plus sincères remerciements pour le rapport qui a été publié sur les partenaires nord-américains. Le Mexique a décidé de faire progresser le dossier associé à ce rapport.

Nous nous sommes rendu compte qu'il nous manquait l'étincelle nécessaire pour aller au-delà des conversations que nous avons eues avec ce comité et ailleurs, mais maintenant, nous avons une plateforme qui nous permettra de progresser. Je suis convaincue que cette plateforme existe vraiment. Nous avons aussi une longue tradition de discussions amicales. Pour cette raison—et c'est ainsi que j'aimerais conclure mes remarques préliminaires.

Au Congrès du Mexique—et malgré le fait que notre délégation ne compte que des sénateurs, je peux vous assurer que c'est le sentiment général au Congrès, qui est l'équivalent de la Chambre des communes au Mexique—nous aimerions exprimer notre désir de resserrer nos liens et d'approfondir notre travail, ainsi que celui de faire dès maintenant un pas de plus.

Aujourd'hui, avec le Parlement du Canada, des liens d'amitié unissent le Mexique et le Canada, mais pour obtenir une meilleure intégration et un regroupement de haut niveau, cette amitié doit donner naissance à une association parlementaire Canada-Mexique. Je crois que nous sommes sur le point d'y arriver. Au Mexique, nous aimerions passer à cette étape. Nous aimerions y arriver et lui donner la légitimité d'une association parlementaire, comme celles que vous avez et que nous avons aussi avec d'autres pays. J'espère sincèrement que cette idée sera bien accueillie et que nous pourrons la réaliser, afin de tenir au moins une fois par année une rencontre qui aura des suites.

• (1550)

Mais nous devons aussi en finir avec la notion selon laquelle les rencontres interparlementaires se résument à une réunion annuelle de deux jours. Elles sont une occasion de travailler ensemble à un thème, à un dossier, ou à des questions d'ordre économique général, de ne pas nous limiter aux rencontres en personne, mais de communiquer par téléphone et par courriel, d'établir des liens personnels et de passer à cette nouvelle étape.

Merci beaucoup de nous accueillir ici. Nous sommes très heureux d'y être. Même si nous ne sommes que trois, nous sommes déterminés à ce que cette période que vous nous avez réservée soit productive et utile à tous.

Merci beaucoup, Bernard.

[Français]

Le président: Merci beaucoup.

[Traduction]

Merci beaucoup, sénateur. Avec votre permission, j'aimerais rappeler à mes collègues que nous disposons d'environ 45 minutes, ce qui signifie que nous avons cinq minutes chacun pour les questions et réponses.

J'aimerais commencer par M. Sorenson; il est membre de l'opposition officielle et vice-président de notre comité.

M. Kevin Sorenson (Crowfoot, PCC): Merci, monsieur le président.

Je me joins à notre président pour vous souhaiter la bienvenue. Nous sommes heureux de recevoir une délégation du Mexique ici. Ce fut un honneur d'entendre le président Fox exposer à la Chambre des communes l'importance des rapports Canada-Mexique.

Dans son allocution d'aujourd'hui, il a dit que cette journée allait passer à l'histoire, qu'un geste historique avait été posé, par lequel le Canada et le Mexique forment une alliance à laquelle participent les secteurs public et privé, afin de permettre à nos relations de se développer. Je rappelle aussi que dans son allocution d'aujourd'hui, votre président a souligné l'importance de l'accord de libre-échange, ainsi que de ses retombées pour le Mexique et l'ensemble de l'Amérique du Nord.

La question que je vous adresse aujourd'hui... vous me corrigerez si j'ai tort, mais dans son allocution, je crois que le président a indiqué qu'environ 42 pays avaient un accord de libre-échange avec le Mexique. Pouvez-vous nous parler un peu de certains de ces pays et de la façon dont ces accords ont été conclus? Ont-ils été conclus avant l'ALENA ou après? Quelles sont leurs retombées?

De plus, j'aimerais que vous nous entreteniez brièvement du rôle du Mexique dans la sécurité continentale.

• (1555)

Le président: La question s'adresse à vous ou à n'importe lequel de vos collègues.

La sénatrice Silvia Hernández Enríquez (interprétation): Bernard, voulez-vous que nous répondions aux questions à tour de rôle, à plusieurs questions à la fois? Qu'est-ce qui est le plus efficace, selon vous?

M. Kevin Sorenson: C'est comme ils le souhaitent...

Le président: Allons-y à tour de rôle. Nous entendrons trois questions de trois membres différents, puis nous écouterons vos réponses. Cela vous convient-il?

La parole est à M. Desrochers, du Bloc québécois.

[Français]

M. Odina Desrochers (Lotbinière—Chutes-de-la-Chaudière, BQ): Merci, monsieur le président.

Au nom du Bloc québécois et au nom du Québec, je vous souhaite la bienvenue au Canada. Je connais le Mexique beaucoup plus pour ses attractions touristiques que pour les trucs économiques. Par contre, dans le cadre de mes nouvelles fonctions de porte-parole de mon parti pour l'Amérique latine au sein du Comité des affaires extérieures, je vais avoir la possibilité de connaître davantage le fonctionnement de votre pays.

J'ai une question à vous poser concernant l'énergie. Vous savez que le prix du baril de pétrole est très élevé présentement. J'aimerais connaître la position du Mexique dans ce débat, ainsi que le pourcentage de pétrole qu'il exporte au Canada.

[Traduction]

Le président: C'est au tour de Mme Phinney.

Mme Beth Phinney (Hamilton Mountain, Lib.): Merci beaucoup.

Je précise que j'aime votre pays. J'allais dire que j'aime particulièrement le climat, mais je ne crois pas que ce soit spécialement le climat. Ce sont les gens, la nourriture et tout ce qui touche votre pays. J'avais l'habitude d'aller y passer une semaine par année, mais maintenant, j'y passe trois semaines. Ma soeur et mon beau-frère ont pris leur retraite il y a trois ans, et maintenant ils vivent là-bas, de sorte que j'ai maintenant la chance d'y passer trois semaines par année.

La question que je vous pose m'est inspirée par mes nombreuses visites au Mexique, et par les constructeurs d'hôtels. Ils disent que s'ils importent des matériaux de l'extérieur du Mexique, en provenance du Canada ou des États-Unis, pendant deux ou trois mois tout va bien et le passage à la frontière ne pose aucun problème, puis soudainement, chaque petit bout de papier, chaque article qui franchit la frontière est scruté. Tout est bloqué pendant deux ou trois semaines et, aussi soudainement, le trafic se rétablit pendant six mois, puis ça recommence. Je ne sais pas si vous pouvez répondre à cette question, mais vous pouvez peut-être soumettre ce cas à quelqu'un qui examinerait la situation.

C'est très frustrant pour les constructeurs. Vous avez de très beaux hôtels là-bas et beaucoup d'entre eux sont construits par des Canadiens. Le travail serait simplifié s'il était plus facile de franchir la frontière. Je vous transmets cette question de leur part.

Le président: Merci, madame Phinney.

Sénateur Cárdenas.

Le sénateur Raymundo Cárdenas Hernández (vice-président, Sénat du Mexique (interprétation)): Merci beaucoup de nous accorder du temps pendant cette séance. Moi aussi, je profite de l'occasion pour prendre la parole, pour vous dire quelle grande valeur j'attache à ce rapport, surtout qu'il a aussi été publié en espagnol. Cela témoigne de l'intérêt que le Parlement canadien porte à nos relations.

Au Mexique, nous, les décideurs, savons que nous devons apprendre à mieux nous connaître, puisque l'Accord de libre-échange a profondément modifié les rapports entre nos deux pays. Ces rapports présentent des aspects économiques et commerciaux, mais aussi d'autres facettes que nous devons examiner ensemble. Plus particulièrement, nous devons examiner comment cette région peut harmoniser ses perspectives afin d'établir un dialogue avec l'Europe, ce qui revient à discuter d'une nouvelle constitution. En Amérique du Nord, les économies sont de plus en plus intégrées, mais il y a beaucoup d'autres sujets que nous n'avons pas abordés et dont, à mon avis, nous devrions discuter, comme l'a dit notre collègue qui a posé la première question.

L'économie mexicaine est très ouverte : 60 p. 100 du PIB est lié au commerce extérieur—60 p. 100 du PIB est associé aux marchés étrangers. Bien sûr, cela nous a aidés au point où nous avons pu dynamiser notre économie. Comme l'a dit le président Fox, le PIB est passé de 300 à 630 millions de dollars en neuf ans. Cette augmentation est principalement due à l'ouverture de l'économie et au plus récent accord de libre échange signé par le Mexique et qui est entré en vigueur il y a environ un mois. C'est un accord avec le Japon. Le Japon a de nombreux accords de libre-échange, et c'est un honneur pour le Mexique d'avoir conclu cet accord.

Je ne saurais donner la liste complète de nos accords ici, mais je pourrais vous l'envoyer par télécopieur ou par courriel le plus tôt possible. Mais cela illustre l'ouverture qui règne au Mexique.

Quant à la sécurité continentale, il nous semble devoir examiner cette question sous de nombreux angles et présumer que les risques sont différents d'un pays à l'autre. En Amérique latine, le principal risque vient de la pauvreté et des inégalités. Nous n'avons pas d'ennemi militaire, mais la pauvreté et les inégalités menacent gravement notre démocratie naissante. Au Mexique, nous avons tenu une réunion sur la sécurité continentale. Une déclaration a été formulée lors de cette réunion, dont vous pouvez tous obtenir une copie; elle décrit les engagements des pays.

Plus précisément, à propos de la sécurité des frontières—et c'est une question qui préoccupe beaucoup nos voisins et qui explique en partie le problème du passage des marchandises aux frontières—le Mexique entretient un dialogue suivi avec les États-Unis au sujet d'une frontière intelligente qui, non seulement permettrait l'intensification du trafic des biens, mais aussi un resserrement de la sécurité. Cette frontière est celle qui connaît le trafic le plus intense de personnes au monde, et cela soulève des complications à de nombreux égards.

• (1600)

J'aimerais aussi vous dire qu'au Mexique, nous savons que l'un des plus graves problèmes auxquels nous faisons face est la corruption. C'est un problème endémique. Il sévit aux frontières et dans notre réseau douanier. Nous sommes résolu à nous attaquer à cette question et nous le ferons très bientôt.

Je vais terminer en soulignant que le Mexique est un important pays producteur de pétrole, mais qu'il ne possède pas de mécanisme important pour les exportations. Nous exportons environ 1,5 million de barils de brut par jour, en majorité aux États-Unis. Je ne sais pas quelle proportion de notre pétrole est exportée au Canada—je n'ai pas cette donnée sous la main—mais je crois que c'est probablement sans conséquence, compte tenu du fait que vous avez aussi une production importante.

• (1605)

Le président: Je vous remercie infiniment.

Je cède maintenant la parole à Mme McDonough, suivie de M. Menzies et de M. Boudria.

Mme Alexa McDonough (Halifax, NPD): Merci, monsieur le président.

Je veux également souhaiter très chaleureusement la bienvenue à nos visiteurs. Nous constatons que vous appartenez, comme nous ici présents, à différents partis politiques.

Je voudrais poser trois brèves questions. L'une porte sur un point dont je réjouis que votre président a abordé dans son adresse au Parlement de cet après-midi. Il s'agit de l'importance capitale du multilatéralisme, plus particulièrement de l'importance de la collaboration entre le Canada et le Mexique pour lutter contre la prolifération des armements. Ma première question est la suivante : le Mexique a-t-il fait connaître sa position à l'égard du projet de défense anti-missile nationale du pays qui sépare les deux nôtres.

Deuxièmement, nous soulignons le dixième anniversaire de l'ALENA. Nous savons tous que cet accord a été avantageux pour un grand nombre, mais nous avons également entendu les préoccupations soulevées à l'égard de certains aspects de l'ALENA qui ont entraîné des répercussions négatives sur les droits des travailleurs ou l'environnement. Le chapitre 11 de l'ALENA permet parfois à de grandes sociétés de nier le droit des gouvernements souverains de prendre des décisions pour répondre aux intérêts de leurs citoyens. Je me demande si votre Parlement ou votre pays a entrepris, en ce dixième anniversaire, un examen exhaustif de l'ALENA.

Enfin, j'ai trouvé inquiétant les nombreux témoignages de Mexicains qui sont venus au Canada pour des raisons personnelles ou commerciales et qui ont été consternés de découvrir que, malgré le fait qu'ils étaient munis de tous les documents nécessaires et valables qui auraient dû leur garantir facilement l'entrée dans un pays ami, ils ont été harcelés à la frontière canadienne, voire retournés au Mexique. Je me demande si votre Parlement s'est penché sur cette question et s'il y a des mesures que les parlementaires canadiens peuvent ou devraient prendre pour offrir un accueil plus chaleureux et plus amical à nos visiteurs mexicains éventuels.

Je vous remercie.

Le président: Merci.

Je cède maintenant la parole à monsieur Menzies.

M. Ted Menzies (Macleod, PCC): Merci.

Je voudrais également vous souhaiter chaleureusement la bienvenue dans notre pays et je suis heureux de pouvoir aborder la question des relations commerciales avec vous.

Votre pays et le nôtre offrent beaucoup de similitudes. Nous sommes tous les deux extrêmement tributaires du commerce et nous avons un énorme voisin commun qui est probablement notre partenaire commercial le plus important. J'ai eu l'occasion d'entendre trois allocutions de votre président au cours des quatorze derniers mois et je suis davantage impressionné chaque fois. Il saisit remarquablement bien ce qui est propice à son pays. C'est bien de constater qu'il s'intéresse vivement au commerce et qu'il reconnaisse son importance capitale.

Je fais activement partie d'un réseau de producteurs assujetti à l'ALENA. Nous nous sommes penchés sur votre CICOPAFEST afin d'essayer d'harmoniser l'homologation et l'étiquetage des produits chimiques, ce qui est susceptible de constituer une entrave ou un obstacle aux échanges. Nous essayons d'uniformiser la réglementation de nos trois pays pour restreindre ces obstacles ou entraves car, je le répète, c'est une question des plus importantes.

Je souhaiterais poser deux ou trois questions. Le Canada entreprend l'examen de sa politique internationale, et je voudrais

entendre vos observations sur les objectifs que nous devrions poursuivre. Nous voulons améliorer nos échanges commerciaux, nos relations avec les pays étrangers et l'aide apportée aux autres pays. Je souhaiterais savoir ce que vous en pensez afin que nous puissions mieux cibler les mesures que nous prenons à cet égard.

Nous sommes également aux prises avec un autre problème fort épineux : nous faisons partie de la liste des pays aux prises avec l'ESB. La crise de l'ESB s'est durement répercutée sur nos échanges commerciaux. Je crois comprendre que vous venez de rouvrir votre frontière aux produits américains. J'aimerais que vous nous indiquiez quelle est la quantité des échanges de bovins et d'autres ruminants, et quelles mesures nous pourrions prendre pour avoir accès à ce marché. Nous constatons qu'il y a certains échanges commerciaux, mais malheureusement, nous devons passer par les États-Unis.

J'aimerais bien connaître votre opinion sur ces questions.

• (1610)

[Français]

Le président: Monsieur Boudria.

[Traduction]

L'hon. Don Boudria (Glengarry—Prescott—Russell, Lib.): *Muchas gracias, señor presidente, y bienvenidos en Canadá a nuestros invitados hoy.*

J'ai rencontré la sénatrice Hernández il y a un an, mais je ne l'ai malheureusement pas revue depuis lors.

Pendant le dîner au cours duquel j'ai accueilli les représentants du Foro Interparlamentario de las Américas, nos invités ont abordé la question de l'association parlementaire officielle entre le Canada et le Mexique. Naturellement, il s'agissait alors d'une activité sans caractère officiel, ce qui n'est pas le cas actuellement. Je me demande donc si nos invités n'accepteraient pas de reprendre leurs propos, surtout en raison du fait que, dans le cadre des travaux de la FIPA, je visiterai peut-être leur pays, et s'ils ne voudraient pas préciser les possibilités qu'ils avaient soulignées lors du dîner.

En terminant, je vous promets que, l'an prochain, je pourrai intervenir uniquement en espagnol.

[Français]

Le président: Merci, monsieur Boudria.

Sénateur Silvia Hernández.

[Traduction]

La sénatrice Silvia Hernández Enríquez (interprétation): Concernant cet aspect, nous avons pensé que nous pourrions tous les trois répondre à vos questions. Les propos de chacun refléteront le point de vue qui lui est propre.

Lydia, vous pourriez peut-être aborder certaines des questions qui ont été posées, puis nous interviendrons tous les trois à tour de rôle.

La sénatrice Lydia Madero García (présidente, Comité juridique, ancienne vice-présidente, Conseil d'administration du Sénat, Sénat du Mexique (interprétation)): Je souhaiterais également vous remercier de votre invitation et examiner plus exhaustivement les relations entre les parlementaires canadiens et mexicains.

Premièrement, appartenant au même parti que celui dirigé par le président Fox, le Parti de l'action nationale, je peux vous donner ma vision de ce qu'est la politique énergétique du président. Cette politique a été examinée et a été remise en oeuvre partiellement au Congrès du Mexique.

D'une part, depuis 1992, le Mexique produit de l'énergie électrique pour sa consommation intérieure, et l'excédent est vendu au gouvernement qui en assure la distribution. Actuellement, nous voulons accroître les possibilités de ce marché. Nous avons tenu plusieurs réunions avec des responsables et des dirigeants canadiens qui souhaitent participer à la régénération ou au renforcement du secteur énergétique du Mexique. Ce renforcement est nécessaire parce que, pour reprendre les propos du sénateur Cárdenas, le Mexique doit produire davantage d'énergie électrique et d'hydrocarbures; le Mexique espère favoriser l'investissement par rapport à l'énorme potentiel qu'offrent la cogénération ou la collaboration entre le gouvernement de la République et les particuliers.

Actuellement, des marchés de services multiples ont été conclus. Il s'agit de services que des entreprises privées offrent au gouvernement dans le domaine de la production d'hydrocarbures. Ce sont donc des services découlant de la production pétrolière et gazière.

Certains aspects seront perfectionnés dans l'ensemble de la République. En fait, nous travaillons à une formule qui permettrait à tous les groupes parlementaires du Congrès d'autoriser le gouvernement à modifier les modalités et à accroître la collaboration des entreprises privées avec l'État. L'objectif ne consiste pas à privatiser la production d'énergie électrique ou d'hydrocarbures, mais bien à faciliter la collaboration entre les entreprises privées et le gouvernement à cette fin.

Voilà ce qu'il en est pour la question énergétique. D'autre part, la plupart des accords de libre-échange découlent de la collaboration commerciale existant entre les États libre-échangistes. Il y a d'abord eu l'ALENA, qui a ouvert la voie aux autres accords, notamment celui avec l'Union européenne. Ce dernier a entraîné de plus grandes répercussions que l'ALENA parce qu'il porte sur trois aspects. L'ALENA était uniquement un accord commercial qui ne traitait pas de questions régies par les autres accords, notamment la coopération commerciale, le développement humain, le développement social sous l'angle de l'éducation et l'élimination de la pauvreté.

Troisièmement, il y a l'aspect politique, qui est visé dans l'accord de libre-échange avec l'Europe, les autres accords soulignés par le sénateur Cárdenas et le dernier accord conclu avec le Japon. Cette vision plus intégrale est également en filigrane dans le reste des accords entre le Mexique et les autres pays.

• (1615)

Enfin, nous pourrions traiter du multilatéralisme. Le président est disposé à prendre des mesures plus exhaustives de concert avec la communauté internationale pour favoriser le respect des droits de la personne et la sécurité. Quant à la lutte contre la prolifération des armements, nous avons participé à une réunion tenue à New York sous l'égide des Nations Unies afin de prendre des mesures visant à éliminer les armes nucléaires et les armes de petit calibre. C'est là un autre aspect qui a été négligé mais qui est préjudiciable dans bien des pays.

Je terminerai en cédant la parole à mes collègues pour aborder la question des produits chimiques et de la viande parce qu'il s'agit surtout de relations et de commerce internationaux. Nous avons une vocation agricole et nous avons conclu des accords principalement avec les États-Unis, mais nous avons également éprouvé des

problèmes parce que les frontières sont soudainement fermées à la suite d'une maladie. La difficulté réside dans la réouverture de la frontière ultérieurement et dans le rétablissement des échanges commerciaux.

• (1620)

Le président: *Muchas gracias.*

Je souhaiterais rappeler à mes collègues mexicains que quatre autres intervenants voudraient poser des questions et que le temps file. Pourriez-vous, dans la mesure du possible, répondre un peu plus brièvement.

Je demanderais également à mes collègues de poser des questions plus courtes.

Y a-t-il d'autres réponses à ces questions?

La sénatrice Silvia Hernández Enríquez (interprétation): Je répondrai le plus brièvement possible.

De nombreux traités avaient été signés avant la conclusion de l'ALENA, dans le cadre duquel nous exportons 90 p. 100 de notre production. La question du prix du pétrole nous intéresse vivement. Le Mexique est un produit producteur, mais plus le prix du pétrole est élevé, plus il est avantageux de transiger avec nous. Le prix de l'électricité est assez élevé au Mexique. Malgré les recettes et les revenus supérieurs, les prix du pétrole et de l'électricité sont une question qui nous intéresse.

Sur le plan des accords multilatéraux, nous partageons beaucoup l'avis du Canada, et je pense que cela devrait être envisagé. Nous partageons l'opinion des amis des Nations Unies sur de nombreux aspects de la réforme de cette institution. Nous étions un peu en retard sur certains aspects, notamment le respect des droits de la personne, mais nous avons accompli beaucoup de progrès. Nous sommes également d'accord avec le Canada sur la question de l'Irak, entre autres.

En ce qui concerne le mouvement migratoire, nous ouvrons des consulats, essayant d'accroître et de libéraliser les échanges, ainsi que cherchant des moyens de collaborer. Au lieu de considérer la Chine comme un adversaire, si je peux m'exprimer ainsi, je pense que nous pourrions peut-être créer un certain genre d'association pour faire face à la concurrence de la Chine.

J'ignore quelle est la quantité des échanges de bétail, mais je pense que nous devrions abattre les obstacles inutiles.

Enfin, je pense qu'il faudrait se pencher davantage sur ces questions au sein de notre association parlementaire.

Le président: Sénateur Cárdenas.

Le sénateur Raymundo Cárdenas Hernández (interprétation): Merci infiniment.

J'aimerais parler de la migration.

L'ALENA devait entre autres réduire le nombre de Mexicains immigrant au Nord. Cependant, je souhaiterais vous signaler un phénomène qui s'est produit, mais qui est presque passé sous silence et qui a été mal expliqué. Je ne dis pas que la cause en est imputable à l'ALENA, mais le nombre de Mexicains qui ont immigré aux États-Unis et au Canada a augmenté. Il s'élève à 400 000 par année, ce qui nous pose un énorme problème. Nous considérons qu'une partie du problème consiste à aménager un marché interne qui créera plus d'emplois que le commerce multilatéral.

[Français]

Le président: Merci beaucoup.

[Traduction]

Quatre autres intervenants poseront des questions. Celles-ci devront être très brèves et ne comporter aucun préambule, dans la mesure du possible.

Je cède la parole successivement au sénateur Stollery, à M. Day, à M. McTeague, au sénateur Prud'homme, puis à Mme Stronach.

• (1625)

Le sénateur Peter Stollery (Bloor and Yonge, Lib.): Merci, monsieur le président. Je serai très bref.

Sur la question de la politique agricole, j'aimerais rappeler aux personnes présentes que le Sénat a mené à terme un examen exhaustif de l'ALENA il y a cinq mois environ—certains de mes collègues mexicains se souviendront de notre passage à Mexico—et la dévastation du paysage agricole a constitué un des aspects qui m'a surpris dans le domaine agricole.

La campagne mexicaine s'est dépeuplée, selon ce que nous ont dit de nombreux témoins au Mexique, parce que l'importation à relativement bon marché de maïs, de fèves et d'autres produits analogues a amené des millions de petits producteurs agricoles à cesser leurs activités. Soit qu'ils se sont établis à Mexico où j'ai été estomaqué notamment par l'augmentation phénoménale des *ambulantes*, soit qu'ils émigrent aux États-Unis au rythme de 400 000 à 500 000 par année, comme vous l'avez signalé. Il y a des millions de Mexicains sans papier aux États-Unis.

Ma question est la suivante: une politique est-elle en vigueur pour s'attaquer à ce problème crucial?

The Chair: Je vous remercie.

Monsieur Day. Nous écouterons toutes les questions.

M. Stockwell Day (Okanagan—Coquihalla, PCC): Merci.

Sénatrice Garcia, je pense que nous avons tous les deux participé aux travaux de l'Union interparlementaire à New York.

Ma question porte sur la réforme aux Nations Unies. Cette question nous intéresse également beaucoup. Les Nations Unies sont aux prises avec d'énormes problèmes à l'heure actuelle : l'incapacité de dénouer l'impasse au Soudan, le vote en bloc des pays non démocratiques qui continuent de résister aux vœux de démocratie de leurs peuples respectifs et le scandale du programme Pétrole contre nourriture en Irak. Ce sont là des problèmes énormes.

En ce qui concerne la réforme, que proposeriez-vous pour le Conseil de sécurité? Au Canada, nous souhaiterions naturellement que la composition du Conseil de sécurité soit modifiée et accrue. Comment pourrions-nous collaborer à cet égard? Quelle réforme proposeriez-vous, particulièrement en ce qui a trait au Conseil de sécurité, afin de ranimer la confiance envers les Nations-Unies?

Le président: Vous constaterez que c'est une question très brève. J'ignore s'il en sera de même pour la réponse.

Monsieur McTeague.

L'hon. Dan McTeague (Pickering—Scarborough-Est, Lib.): Je vous remercie de votre présence. En raison du manque de temps, je vous ferai grâce de mes plaisanteries.

J'aimerais savoir quelle est votre opinion au sujet du libre-échange continental, étant donné particulièrement que vous êtes à mi-chemin sur le plan géographique et au centre de la prochaine étape. J'ai saisi ce que vous avez exprimé sur le commerce.

En outre, vous pourriez également nous signaler les préoccupations de votre gouvernement à l'égard de l'ampleur du déficit des comptes publics aux États-Unis. Il a été question auparavant du pétrole et de ses répercussions sur les Mexicains.

[Français]

Le président: Merci.

Monsieur Prud'homme.

[Traduction]

Le sénateur Marcel Prud'homme (LaSalle, Ind.): Je salue Mme Stronach, qui est membre du comité.

Le président: Si vous avez une question, n'hésitez pas à la poser. Vous êtes notre invité aujourd'hui.

Le sénateur Marcel Prud'homme: Le Canada et le Mexique sont les deux seuls pays qui n'ont jamais cessé d'entretenir des relations avec Cuba, même si récemment ces relations se sont un peu tendues avec le Mexique. Je vais être très franc avec vous: je me réjouis que vous n'ayez pas rompu les relations diplomatiques et que vous ayez renvoyé votre ambassadeur dans ce pays. Quel genre d'initiatives préconisez-vous?

Comme vous le savez, les Canadiens ont trois destinations favorites pour leurs vacances—je n'en dirai pas plus car j'ai toujours tendance à trop parler. Je ne sais pas laquelle des trois, entre la Floride, le Mexique et Cuba, remporte la palme actuellement. Je crois néanmoins que Cuba est probablement plus populaire auprès des Canadiens que le Mexique. Mis à part d'assurer une présence, quel type d'initiatives pensez-vous que nous pourrions prendre pour favoriser nos échanges—peu importe le parti—sur nos façons de faire respectives, particulièrement à la lumière de la situation qui prévaut à Cuba au chapitre de la santé et de l'éducation? Bien sûr, les choses auraient pu être bien meilleures, mais cela va quand même beaucoup mieux que dans d'autres pays. Je serais très heureux d'entendre vos suggestions à ce sujet.

[Français]

Le président: Merci, monsieur Prud'homme.

[Traduction]

Madame Stronach.

Mme Belinda Stronach (Newmarket—Aurora, PCC): *Buenos días.* Bienvenue.

Ma question est semblable à celle de l'honorable député. Comment voyez-vous l'avenir de la Zone de libre-échange des Amériques? Est-il possible que le Canada et les États-Unis travaillent ensemble pour donner un nouvel élan aux pourparlers?

• (1630)

Le président: C'est une bonne question. Courte mais bonne.

Qui voudrait y répondre en premier? Sénateur Cárdenas?

Le sénateur Raymundo Cárdenas Hernández (interprétation):

Un certain nombre de ces questions appellent plusieurs réponses étant donné que nous représentons différents partis politiques.

Pour répondre à votre première question, concernant les mesures que prend le Mexique pour contrer cette migration massive, je dirais que ce qui arrive dans mon pays prouve que les tendances du marché ne résolvent pas tous les problèmes économiques. Depuis 20 ou 25 ans, nous nous employons à libéraliser toujours un peu plus les marchés au Mexique. Certains secteurs en sont sortis grands gagnants et il y a des gens qui ont réussi, mais beaucoup y ont perdu au change. Ceux-là, les plus démunis, se retrouvent dans les campagnes. On ne leur a pas fait de proposition claire.

On dit que la campagne mexicaine exporte de plus en plus. C'est vrai, bien sûr. Oui, on y produit beaucoup légumes et d'agrumes de toutes sortes, mais la plupart des agriculteurs mexicains ne cultivent que du maïs et des haricots. À l'échelle nationale, le marché est totalement inondé de produits subventionnés en provenance des États-Unis. Pour les agriculteurs mexicains qui produisent du maïs et des haricots, il n'y a pas d'autre solution que l'émigration, et c'est là notre grand problème.

Je crois également que l'avenir du libre-échange, pour l'Amérique latine dans son ensemble, dépendra de l'acceptation des États-Unis de réduire les subventions qu'ils versent à leurs agriculteurs. J'ai entendu beaucoup de mes homologues latino-américains s'exprimer sur ce sujet et je suis convaincu que tant que les États-Unis n'élimineront pas les subventions, il n'y aura pas de libre-échange car l'Amérique latine est grandement tributaire de sa main-d'œuvre rurale.

D'un point de vue qualitatif, j'espère qu'à l'avenir, l'Accord de libre-échange sera accompagné d'autres ententes axées sur la promotion des valeurs sociales. J'aimerais que l'ALENA ressemble un peu plus aux accords européens qui ont cherché à réduire les déséquilibres et à accroître la justice sociale parmi les populations des pays membres. J'espère que les relations entre le Canada et le Mexique à ce chapitre seront fructueuses.

Je dois avouer que je suis un peu plus pessimiste à l'égard de nos relations avec nos homologues américains. Ils ne croient pas aux initiatives de l'État ni aux modèles égalitaires proposés par l'Union européenne, etc.; ils ne croient que dans le marché. Le Canada et le Mexique doivent essayer de les faire changer d'avis en se montrant plus insistants à l'avenir.

Pour conclure, je dirais que le pétrole est une arme à double tranchant pour le Mexique. C'est vrai qu'il nous permet d'accroître nos recettes et nos revenus. Trente pour cent du budget national est tributaire des revenus du pétrole. Cela traduit une très forte dépendance à l'égard des cours du brut pour le budget national. Si le prix du baril est très élevé, il y aura un léger recul de la croissance aux États-Unis, ce qui entraînera une baisse des exportations mexicaines à moyen terme. C'est la raison pour laquelle le Mexique espère que le prix du brut demeurera raisonnable et redescendra des sommets qu'il a atteints dernièrement.

Voilà donc mes réponses, je cède maintenant la parole à Silvia.

● (1635)

La sénatrice Silvia Hernández Enríquez (interprétation):

Toute la question de la migration est pour nous très délicate. À l'aube de ce nouveau millénaire, nous nous rendons compte que le Mexique est un pays d'exode. Notre population émigre dans des proportions telles que cela nous a ouvert les yeux sur toute une série de problèmes que nous ne voyions pas sous le même jour auparavant.

Lorsqu'on a négocié les questions de capitaux, de biens et de services dans le cadre de l'ALENA, le Mexique a essayé d'ajouter la question de la mobilité de la main-d'œuvre, mais en vain. L'ALENA porte sur les biens et les services, pour les raisons que nous connaissons tous et qui sont tout à fait compréhensibles. Toutefois, après environ deux ans, on se rend compte qu'une économie très forte attire et intègre tout ceux qui fuient une économie plus pauvre. Si les Américains décidaient de renvoyer chez eux les dix millions de Mexicains installés aux États-Unis, l'économie américaine s'effondrerait, et la nôtre avec.

Autrement dit, le problème demeure. Comment créer une sorte de symétrie économique dans laquelle l'agriculture américaine serait concurrentielle? Les coûts de main-d'œuvre sont très bas dans ce pays. Les États-Unis subventionnent leur économie à deux titres : d'une part grâce aux aides gouvernementales et d'autre part en raison de la main-d'œuvre bon marché qui leur vient de leurs voisins du sud. Ces derniers n'ont pas d'autre choix. C'est un problème que nous devons examiner et résoudre. Et nous y parviendrons un jour ou l'autre, mais j'espère que la décision que nous prendrons sera sensée et intelligente.

Chaque jour, environ un million de personnes traversent légalement la frontière—ce n'est peut-être pas nécessairement un million, mais ces gens sortent du pays pour aller acheter du blé ou je ne sais quelle autre marchandise et retournent ensuite chez eux. Nous ne savons pas combien exactement—il se peut que ce soit cinq millions actuellement, je l'ignore—mais la communauté hispanophone représente la plus forte minorité aux États-Unis. Il s'agit d'un phénomène économique, politique et social qui requiert notre intervention, en tant que responsables politiques, et nous devons y faire face.

Je suis désolée, mais c'est un sujet très délicat au Mexique en raison de toutes les questions entourant la sécurité et le terrorisme. Mais nous devons examiner la situation sans perdre de vue le respect des libertés et des droits de la personne.

En ce qui concerne Cuba, sachez que le Mexique entretient avec ce pays des relations stratégiques, politiques, économiques et sentimentales. C'est la seule façon de voir les choses. Comment pouvons-nous aider ce pays au moyen d'investissements? Comment changer les opinions là-bas? Cuba ne devrait plus être soumis à l'embargo qu'il subit en raison de ses problèmes politiques, mais devrait bénéficier plutôt du soutien économique que procurent les investissements. C'est un bel endroit pour le tourisme, mais d'après notre parti politique à Mexico, nous pouvons avoir des points de vue différents. Si nous avons été très proches des Cubains, nous devrions l'être encore plus maintenant. Nous ne savons pas ce qui va arriver là-bas.

● (1640)

Je crois que ce serait terrible pour le Mexique de devoir couper les ponts avec ce régime politique et que ce pays n'assure plus sa présence sur l'île. La perte éventuelle de notre ambassade à Cuba à cause de quelques rivalités ponctuelles peut être une erreur. Nous devons savoir ce qui se passe dans ce pays, par votre intermédiaire ou celui de quelque autre nation amie. C'est la raison pour laquelle le Mexique doit demeurer présent à Cuba. C'est mon opinion.

Quant à la question concernant les Nations Unies, je crois que Lydia vous a déjà répondu, mais je suis sûre qu'elle aimerait ajouter quelque chose.

Le président: Sénateur Madero, s'il vous plaît.

La senatrice Lydia Madero García (interprétation): Les régions rurales du Mexique sont subdivisées. Certaines sont riches, exportent et sont hautement spécialisées dans de nombreux produits différents—produits transformés, agrumes et légumes de toutes sortes. Et puis il y a les régions pauvres, que l'on retrouve dans le sud du pays, où les agriculteurs travaillent de petites parcelles ou de modestes lopins de terre et disposent de moyens très limités. Quel type de programme est en place? Nous offrons une aide sociale et nous essayons de trouver des solutions de rechange pour ces gens, mais les zones rurales ne pourront résoudre seules leurs problèmes.

Pour ce qui est du Conseil de sécurité, nous avons effectivement une proposition visant à assurer une représentativité plus grande des différentes régions du monde. Il devrait y avoir plus de représentants non permanents au sein du Conseil de sécurité, mais il faudrait que cette représentation ne se limite pas à l'Amérique latine. Il devrait tout simplement y avoir un accroissement des membres non permanents au sein du Conseil de sécurité, peu importe d'où ils viennent, qui siègeraient à tour de rôle. Nous devons également renforcer le travail de l'ONU pour assurer sa promotion et son maintien et faire en sorte que les décisions profitent véritablement à tous, et pas seulement aux quelques nations qui dirigent, d'une certaine manière, cette organisation.

Je suis d'accord avec le sénateur Hernández en ce qui concerne Cuba. En règle générale, le Mexique fait la promotion des droits humains à Cuba et du respect des personnes privées de libertés pour des raisons politiques.

Enfin, en ce qui concerne le Canada et les États-Unis, nous croyons que les accords que signent actuellement votre premier ministre et notre président serviront de compléments à l'Accord de libre-échange nord-américain. Ces ententes ne feront que renforcer l'ALENA. Un partenariat pour la prospérité permettra par exemple de couvrir toutes les questions de coopération, de collaboration et de renforcement des droits de la personne au chapitre social. Cela aidera le Mexique dans ses relations avec les deux autres pays membres de l'ALENA et aura également pour effet d'accroître le bien-être général des Mexicains et des Canadiens.

Merci.

Le président: Je vous remercie beaucoup.

Je voudrais remercier nos homologues du Sénat mexicain pour leur présence parmi nous aujourd'hui et pour ces échanges de vues à l'occasion de la visite du président Fox.

En guise de conclusion, j'aimerais dire que j'espère que nous aurons de nouveau l'occasion de nous réunir, et pas uniquement par l'intermédiaire de l'UIP ou du FIPA, et que nous réussirons à créer un groupe interparlementaire entre nos deux pays. Nous en avons besoin et je crois que ce sera extrêmement important.

Je vous remercie encore de votre visite.

La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le réseau électronique « Parliamentary Internet Parlementaire » à l'adresse suivante :

Also available on the Parliamentary Internet Parlementaire at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.